



N^o 020

Le 1er février 1990

LE CANADA ACCUEILLE FAVORABLEMENT LA NOUVELLE
PROPOSITION DES ÉTATS-UNIS VISANT À RÉDUIRE L'IMPORTANCE
DES TROUPES DES SUPER-PUISSANCES EN EUROPE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a accueilli très favorablement aujourd'hui l'initiative du président Bush, qui propose de fixer un nouveau plafond pour les forces américaines et soviétiques stationnées en Europe centrale et en Europe de l'Est. Le chiffre maximum de 195 000 hommes de troupe serait négocié à Vienne dans le cadre des négociations CFE sur les forces armées conventionnelles en Europe.

"Les événements survenus récemment en Europe de l'Est nous permettent d'envisager de nouvelles possibilités extraordinaires de négocier une importante réduction des forces conventionnelles en Europe", a déclaré M. Clark. "Le Canada a exprimé l'avis qu'il était maintenant temps de transformer ces possibilités en mesures concrètes afin de réduire les tensions. La proposition du président Bush est précisément le genre d'initiative originale qu'appellent les circonstances".

M. Clark a fait observer que cette proposition favorisera considérablement les chances de voir conclure cette année un accord FCE. Il s'est dit également heureux de la réaction initiale favorable de l'Union soviétique à la proposition américaine.

Le président Bush a consulté le premier ministre avant de formuler sa nouvelle proposition. Le premier ministre a indiqué que le Canada donnerait son plein appui à l'initiative du président. La proposition a en outre été étudiée hier par le Conseil de l'Atlantique nord, qui s'est également prononcé en faveur de l'initiative.

.../2

M. Clark a précisé que la nouvelle proposition ne s'applique qu'aux forces soviétiques et américaines, et n'aura donc aucun effet direct sur la présence des troupes canadiennes en Europe. Il a toutefois ajouté qu'"une réduction du nombre d'hommes de troupe d'autres pays alliés fera vraisemblablement l'objet de nouvelles négociations après la conclusion d'un premier accord FCE".